



Réseau d'analyse stratégique (NSA)

COOPÉRATION DE RENSEIGNEMENT DANS UN MONDE MULTIPOLAIRE

Perspectives non-américaines

6 MAI 2021

[CLIQUEZ ICI POUR VOUS INSCRIRE](#)

MOBILISATION DES IDÉES NOUVELLES EN MATIÈRE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ

MINDS

Mobilizing Insights in Defence and Security

UQÀM

AGENDA

6 MAI 2021

Heure avancée de l'Est (HAE)

10:15 – Mot d'ouverture

Justin Massie (Université du Québec à Montréal)

10:30 – Coopération européenne et transatlantique en matière de renseignement

Modératrice : **Jill Sinclair** (Ministère de la Défense nationale)

1. **Björn Fägersten** (Institut suédois des affaires internationales): *The Intelligence Demands of European Strategic Autonomy*
 2. **Claudia Hillebrand** (Université Cardiff): *The Spiral Loop of Intelligence Liaison: Issues for Secrecy and Accountability*
 3. **Gustav Gressel** (Conseil européen des relations étrangères): *Subversive Challenges to the Single European Space*
-

12:00 – Conférencier d'honneur

Daniel Jean, ancien conseiller en matière de sécurité nationale et de renseignement auprès du Premier ministre du Canada

12:45 – Dîner

13:30 – Les défis du partage du renseignement

Modérateur : **Artur Wilczynski** (Centre de la sécurité des télécommunications)

1. **Adriana Seagle** (Université Bellevue): *Transatlantic Intelligence Sharing and Cooperation: Challenges and Opportunities*
 2. **Sarah-Myriam Martin-Brûlé** (Université Bishop's): *Search for Trust: Challenges in UN Peacekeeping-Intelligence*
 3. **Stephanie Carvin** (Université Carleton) & **Thomas Juneau** (Université d'Ottawa): *Don't Hold Back: Canadianize.*
-

15:00 – Pause

15:30 – Coopération en matière de renseignement dans un contexte de multipolarité

Modératrice : **Heather De Santis** (Sécurité publique Canada)

1. **Reg Whitaker** (Université de Victoria): *Intelligence Cooperation in Historical Perspective, from Cold War Bipolarity to the Multipolar Present*
 2. **Nancy Teeple** (Collège militaire royal du Canada): *Enhanced ISR and its Effect on Strategic Stability*
 3. **Patrick F. Walsh** (Université Charles Sturt): *Australia's National Intelligence Community: Challenges and Opportunities in a Multi-Polar World*
-

17:00 – Discours de clôture

Thomas Juneau (Université d'Ottawa)



Justin Massie est professeur titulaire de science politique à l'Université du Québec à Montréal et co-directeur du Réseau d'analyse stratégique. Il fut titulaire de la Chaire de recherche Fulbright sur les relations canado-américaines à Paul H. Nitze School of Advanced International Studies (SAIS), Johns Hopkins University, en 2019. Ses recherches portent sur les interventions militaires multinationales, la transition mondiale de la puissance, la paradiplomatie et la politique étrangère et de défense du Canada. Ses travaux ont notamment été publiés dans les revues Foreign

Policy Analysis, Contemporary Security Policy, Comparative Strategy, Revue canadienne de science politique, International Journal (lauréat du meilleur article publié en 2017), Journal of Transatlantic Studies, Canadian Foreign Policy Journal (lauréat du meilleur article publié en 2008) et Études internationales (lauréat du meilleur article publié en 2011). Il est l'auteur de *Francosphère : l'importance de la France dans la culture stratégique du Canada* (PUQ, 2013) et a co-dirigé *Paradiplomatie identitaire : Nations minoritaires et politique extérieure* (PUQ, 2019) et *America's Allies and the Decline of U.S. Hegemony* (Routledge, 2019).

Coopération européenne et transatlantique en matière de renseignement



Björn Fägersten est chercheur et directeur du programme Europe de l'UI. Il mène des recherches sur l'intégration européenne, la politique de sécurité, le renseignement, les institutions internationales et le risque politique. Ses projets actuels portent sur les conséquences géopolitiques du Brexit, la coopération en matière de renseignement au sein des institutions internationales de sécurité et le concept de risque politique dans les secteurs public et privé. Björn Fägersten est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université de Lund, en Suède, et a été boursier de

recherche à la Kennedy School of Government de Harvard et à l'Institut universitaire européen. Il a publié dans des revues à comité de lecture des articles sur la coopération européenne en matière de sécurité et sur la conception des institutions de renseignement. Il est réviseur pour le *Journal of European Integration* et commentateur actif des affaires européennes. Depuis 2008, Björn est également membre élu du programme d'études sur la politique étrangère et de sécurité européenne de la VolkswagenStiftung, de la Compagnia di San Paolo et du Riksbankens Jubileumsfond.



Claudia Hillebrand est maîtresse de conférences en relations internationales à l'université de Cardiff. Ses recherches portent sur la responsabilité des services de renseignement. Afin d'examiner les tensions entre le secret et la transparence en ce qui concerne le travail des agences de renseignement et d'autres acteurs du renseignement, elle se concentre sur les aspects contemporains de la performance du renseignement et leur analyse. Ses travaux récents ont porté sur les enquêtes parlementaires sur le renseignement en Allemagne. Ses travaux ont été financés, entre autres,

par la Communauté GW4, la Commission européenne, le Conseil de recherche économique et sociale et le programme Welsh Crucible du HEFCW.



Gustav Gressel est chargé de mission au sein du programme « Europe élargie » du bureau de Berlin du Conseil européen des relations étrangères. Ses domaines de prédilection sont la Russie, l'Europe de l'Est et la politique de défense. Avant de rejoindre l'ECFR, il a travaillé en tant que responsable de la politique et de la stratégie de sécurité internationale au sein du Bureau de la politique de sécurité du ministère autrichien de la défense de 2006 à 2014, et en tant que chargé de recherche du commissaire aux études stratégiques auprès du ministère autrichien de la défense. Il a également été chargé de recherche à l'Institut international pour la politique libérale à Vienne. Avant sa carrière universitaire, il a servi pendant 5 ans dans les forces armées autrichiennes. Il est titulaire d'un doctorat en études stratégiques de la Faculté des sciences militaires de l'Université nationale du service public de Budapest et d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université de Salzbourg. Il est l'auteur de nombreuses publications concernant la politique de sécurité et les affaires stratégiques.



Jill Sinclair a été membre de la communauté de la défense, de la sécurité internationale et de la politique étrangère du Canada pendant la majeure partie de sa carrière professionnelle. En tant que membre de l'état-major interarmées stratégique au ministère de la Défense nationale, elle a été nommée par le chef d'état-major de la Défense et le sous-ministre comme représentante du Canada au conseil consultatif sur la réforme de la défense en Ukraine. Elle a été l'agent principal d'Affaires mondiales Canada pour la conférence de Toronto sur la réforme de l'Ukraine de 2019. Jill a travaillé avec le Chef d'état-major des armées et l'Académie canadienne de la Défense en tant que directrice exécutive du leadership stratégique et de l'engagement. Elle a occupé pendant sept ans le poste de sous-ministre adjointe aux politiques, après avoir été nommée secrétaire adjointe du Cabinet au Secrétariat de la politique étrangère et de défense du BCP, et conseillère intérimaire du PM. Elle a rejoint le gouvernement en tant que membre du service extérieur, avec des affectations à Prague, à La Havane et au Moyen-Orient en tant qu'envoyée du Canada pour le processus de paix au Moyen-Orient. Outre la gestion des crises et des enjeux internationaux, Jill a élaboré des initiatives stratégiques de politique publique dans le domaine de la sécurité nationale et internationale, de la sécurité humaine, de la défense nationale, de la non-prolifération et du désarmement ainsi que de la gouvernance et de la réforme de la défense. Elle a dirigé le processus d'Ottawa visant à interdire les mines terrestres et la responsabilité de protéger (R2P). Elle possède une vaste expérience en tant que négociatrice internationale au sein de l'ONU, de l'OTAN, de l'OSCE ainsi que d'organisations régionales.



Daniel Jean a été conseiller auprès du Premier Ministre du Canada en matière de renseignement et sécurité nationale (2016-2018). Auparavant, il a occupé les fonctions de sous-ministre des Affaires étrangères (2013-2016) et sous-ministre de Patrimoine canadien (2010-2013). De 2007 à 2010, il a occupé divers postes importants de sous-ministre, tout d'abord comme secrétaire délégué au Conseil du Trésor et ensuite sous-secrétaire (Opérations) au Bureau du Conseil Privé. Avant d'être nommé sous-ministre, Daniel a connu une carrière stimulante dans les domaines des relations internationales et des questions de migration au Canada et à l'étranger avec deux affectations en Haïti, deux affectations distinctes aux Etats Unis, d'abord à Buffalo et Washington et une à Hong Kong. Il a reçu une Prime d'excellence de la Fonction publique et un Prix de l'Association professionnelle des Agents du Service extérieur pour ses efforts suite au coup d'Etat ayant déposé le premier gouvernement démocratiquement élu en Haïti en 1991. Daniel est diplômé de l'Université d'Etat de New York à Buffalo avec un M.B.A.. Il a complété ses études de premier cycle à l'Université d'Ottawa où il a complété un B.A. en Sciences Sociales avec une spécialisation en Relations internationales et une concentration en Economie. Il agit présentement à titre bénévole comme président du conseil d'administration de Centraide Outaouais.

Les défis du partage du renseignement



Artur Wilczynski a rejoint le CST en août 2018. Il a été nommé chef adjoint associé du SIGNT en février 2020. Artur travaille dans une capacité stratégique depuis 1997, année où il a occupé le poste d'adjoint exécutif du secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Statut de la femme). En 1999, il s'est joint à Patrimoine canadien à titre de gestionnaire des relations multilatérales, puis a été nommé directeur des relations internationales et du rayonnement en 2004. En 2006, il s'est joint à Sécurité publique Canada où il a occupé plusieurs postes de direction : Directeur, Politique stratégique Directeur général, Politique et planification stratégique, et Directeur général, Affaires internationales et politique frontalière. Artur est passé au MAECI en 2010 en tant que directeur général, Sécurité et renseignement, où il a fait avancer les intérêts canadiens dans la lutte contre le terrorisme et les relations internationales du Canada en matière de sécurité. Il coordonnait le soutien en matière de renseignement, fournissait des conseils sur la sécurité des missions et était le principal point de contact pour la communauté canadienne de la sécurité et du renseignement. De 2014 à 2018, Artur a occupé le poste d'ambassadeur du Canada en Norvège. Pendant son mandat, il a dirigé une équipe chargée de faire progresser les intérêts du Canada en matière d'économie, de création, de défense et de sécurité. Il a favorisé la diversité et l'inclusion en travaillant sur l'égalité des sexes, les droits des LGBTQ2, les droits des réfugiés et des migrants, et la promotion de la liberté religieuse. De 2016 à 18, il a été chef de la délégation canadienne auprès de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste et était le délégué canadien lorsque l'IHRA a adopté sa définition de l'antisémitisme. En 2001, Artur a été négociateur principal du Canada à la Conférence mondiale contre le racisme à Durban, en Afrique du Sud. Il est titulaire d'une maîtrise en relations internationales et en études des conflits de la Norman Paterson School of International Affairs de l'Université Carleton. Artur a été élu rapporteur pour la négociation de la Convention de l'UNESCO sur la diversité culturelle. Il a été nommé Chevalier de l'Ordre des Arts et des lettres de France pour son travail.



Adriana Seagle est professeure adjointe et directrice du programme d'études sur le renseignement et la sécurité à l'université Bellevue. Elle a obtenu son M.A. et son doctorat à Virginia Tech. Ses recherches s'inscrivent dans le cadre théorique de l'école anglaise des relations internationales et portent sur l'avancement de la société internationale régionale, les pratiques de partage des renseignements, la politique roumaine et la politique étrangère américano-russe. Mme Seagle aime enseigner une variété de cours, notamment la politique étrangère américaine, les relations internationales, la sécurité mondiale et l'analyse du renseignement.



Sarah-Myriam Martin-Brûlé est professeure agrégée à l'Université Bishop's et Fellow non-résidente au International Peace Institute, New York. Elle est directrice adjointe du Réseau de recherche sur les opérations de paix, et la 2018-2019 Canada Fulbright Research Chair for Peace and War Studies. Elle est membre associée du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM). Ses intérêts de recherche portent sur les opérations de paix et les enjeux de sécurité concernant les États fragilisés. Elle est co-animatrice avec Thomas Juneau du balado « Conseils de sécurité », une co-production CDSN-RCDS et RAS



Stephanie Carvin est professeure associée de relations internationales à la Norman Paterson School of International Affairs. Ses recherches portent sur le droit international, la sécurité, le terrorisme et la technologie. Actuellement, elle enseigne dans les domaines de la protection des infrastructures critiques, de la technologie et de la guerre et de la politique étrangère. Stephanie est titulaire d'un doctorat de la London School of Economics et a publié sa thèse intitulée « Prisoners of America's Wars : From the Early Republic to Guantanamo » (Columbia/Hurst, 2010). Son livre

le plus récent s'intitule « Science, Law, Liberalism and the American Way of Warfare : The Quest for Humanity in Conflict » (Cambridge, 2015) co-écrit avec Michael J. Williams. En 2009, Carvin a été chercheuse invitée à la faculté de droit de l'université George Washington et a travaillé comme consultante pour le groupe de travail sur le droit de la guerre du ministère américain de la défense. De 2012 à 2015, elle a été analyste pour le gouvernement du Canada, se concentrant sur les questions de sécurité nationale.



Thomas Juneau est professeur agrégé à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales (ÉSAPI) à l'Université d'Ottawa. Avant de se joindre à l'Université d'Ottawa, il a travaillé au ministère de la Défense nationale du Canada de 2003 à 2014, principalement comme analyste stratégique sur le Moyen-Orient. Ses intérêts de recherche portent principalement sur le Moyen-Orient, en particulier sur l'Iran et le Yémen, sur la politique étrangère et de défense du Canada, sur la relation entre le renseignement et les politiques et sur les théories des relations internatio-

nationales. Son travail a notamment été publié dans les revues *International Affairs*, *International Studies Perspectives*, *Political Science Quarterly*, *Middle East Policy*, *Orbis*, *International Journal*, et *Canadian Foreign Policy Journal*. Il est l'auteur de *Squandered Opportunity: Neoclassical realism and Iranian foreign policy* (Stanford University Press, 2015), éditeur de *Strategic Analysis in Support of International Policy-Making: Case studies in achieving analytical relevance* (Rowman & Littlefield, 2017) et co-éditeur de *Iranian Foreign Policy since 2001: Alone in the world* (Routledge, 2013) et de *Asie centrale et Caucase: Une sécurité mondialisée* (Presses de l'Université Laval, 2004).

Coopération en matière de renseignement dans un contexte de multipolarité



Nancy Teeple est boursière postdoctorale au NAADSN et professeure adjointe et associée de recherche au département de science politique et d'économie du Collège militaire royal du Canada. Nancy est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université Simon Fraser (SFU), d'une maîtrise en études sur la guerre du CMR, d'une maîtrise en bibliothéconomie et en sciences de l'information (MLIS) de l'Université Western Ontario, d'une maîtrise en études anciennes de l'Université de Toronto et d'un baccalauréat (avec distinction) en études classiques de

l'Université d'Ottawa. Pendant et après son programme de doctorat, Nancy a donné un certain nombre de cours de premier cycle de niveau supérieur à l'Université Simon Fraser sur la politique étrangère canadienne, la politique étrangère américaine, la stratégie nucléaire et la sécurité internationale, la guerre moderne, les théories de la guerre et de la paix, ainsi que les FAC et l'OTAN. Nancy a récemment occupé la chaire de recherche Fulbright Canada 2019-2020 en études sur la paix et la guerre à l'Université Norwich, dans le Vermont.



Heather De Santis fut nommée directrice générale des politiques et relations étrangères à Sécurité publique Canada en mai 2019 et gère les enjeux de politique stratégique, les engagements internationaux et les communications externes. Elle exerçait auparavant les fonctions de chef du cabinet au Bureau du sous-ministre de la Sécurité publique Canada et était conseillère et chef de la Section de l'ambassade du Canada à Washington entre 2012 à 2016. Avant cela, elle a été directrice des relations pour l'Amérique du nord et directrice des affaires intergouvernementales à

Sécurité publique Canada. Elle a occupé divers postes dans le domaine d'affaires internationales et intergouvernementales au Gouvernement du Canada à titre de gestionnaire, de chercheuse et d'analyste au ministère du Patrimoine Canadien et au Bureau du Conseil privé. Heather détient un baccalauréat en études canadiennes de l'Université de Calgary et une maîtrise en études canadiennes de l'Université Carleton. Heather était instructrice à l'École de journalisme et de communication à l'Université Carleton et est l'auteure de diverses publications portant sur les politiques culturelles comme la réglementation d'Internet, le multiculturalisme et la radiodiffusion.



Reg Whitaker est professeur émérite de recherche en sciences politiques à l'Université York et professeur auxiliaire de sciences politiques à l'Université de Victoria. Il a beaucoup écrit sur la politique, la sécurité, le renseignement et le pouvoir informationnel dans le monde moderne. Il est l'auteur de « The End of Privacy : How Total Surveillance Is Becoming a Reality » (1999), et co-auteur de « Secret Service : Political Policing in Canada from the Fenians to Fortress America » (2012), « Canada and the Cold War » (2003) et « Cold War Canada : The Making of a National Insecurity State, 1945-1957 » (1994).



Patrick F. Walsh est professeur associé, Intelligence and Security Studies. Il est un ancien analyste du renseignement ayant travaillé dans des agences de sécurité nationale et d'application de la loi en Australie. Le professeur Walsh est actuellement chercheur principal à l'Australian Graduate School of Policing and Security (AGSPS). Il est co-chef de thème (menaces émergentes) pour le Cooperative Research Centre Cyber Security, financé par le gouvernement et le secteur privé à hauteur de 140 millions de dollars. Le professeur Walsh est l'auteur de 30 livres, chapitres de livres et articles

évalués par des pairs sur la réforme/capacité du renseignement, le leadership, le bioterrorisme, le renseignement stratégique et les questions d'éducation en matière de renseignement. Il a été largement consulté sur les questions de capacité et de formation en matière de renseignement dans les secteurs des services correctionnels, de la police et de la sécurité nationale en Australie et à l'étranger. Il fait partie du comité de rédaction du premier journal international à comité de lecture, Intelligence and National Security Journal, et est membre honoraire invité au département d'histoire, de politique et de relations internationales de l'université de Leicester (Royaume-Uni). Il a beaucoup enseigné en Australie et à l'étranger et a occupé des postes de direction au sein de l'université Charles Sturt, notamment celui de doyen associé par intérim (recherche) de la faculté des arts en 2016 et, actuellement, celui de codirecteur du domaine de recherche de la faculté sur la sûreté et la sécurité publiques.